

KARACHI 2006
PREMIER FSM EN PAYS ISLAMIQUE

par

Jean-Louis BOURQUE, politologue *

17.04.06

Le Québec ne peut rester indifférent à la mouvance des Forums Sociaux Mondiaux (FSM) qui cherchent à proposer des solutions alternatives aux dégâts de la marchandisation sauvage des biens et des services. Hôte du Sommet des Amériques en avril 2001, on a vu plus de 50 000 manifestants converger vers la Ville de Québec pour briser *le mur de la honte* érigé en catastrophe pour « protéger » et isoler les chefs de gouvernements et leurs délégations. Très médiatisé, l'événement amorçait la conscientisation de la population du Québec aux conséquences du capitalisme sans frontières. En 1999, la réunion de l'OMC à Seattle avait déjà révélé la résistance antimondialiste à la face du monde. C'est à Pôrto Alegre « où tout a commencé » que se sont tenus les premiers FSM en 2001, 2002 et 2003, puis à Mumbai en 2004, et de nouveau en 2005 à Pôrto Alegre.

Renouvelant la formule, le 6^e FSM devient polycentrique : Caracas (Venezuela) est l'hôte de la première phase, soutenue par la *Révolution bolivarienne* de Hugo Chavez. La deuxième phase, tenue à Bamako (Mali) voit l'Afrique noire embarquer dans le train de l'altermondialisation, 50 ans après la rencontre des pays non-alignés de Bandung (Indonésie) où se dessinait la résistance à l'exploitation du tiers-monde par les deux blocs États-Unis / Union Soviétique. L'*Appel de Bamako* invite les peuples du Nord et du Sud à s'unir pour implanter une alternative à la mondialisation militariste et néo-libérale des États-Unis et les convie au 7^e Forum Social Mondial qui se tiendra à Nairobi (Kenya) en 2007.

La 3^e phase était prévue en Asie. Elle s'est déroulée à Karachi, Pakistan, où l'islam est religion d'état, du 24 au 29 mars dernier, avec un retard de deux mois causé par le terrible tremblement de terre qui a fait, le 8 octobre 2005, plus de 50 000 morts et un million de sans-abri dans le Cachemire pakistanais. Avec l'appui du Conseil international des FSM, qui regroupe plus de 400 sociétés civiles, avec l'appui de la ville de Karachi et la bénédiction « *quasi obligée* » du gouvernement de Pervez Muscharraf, l'événement accueille quelques 15 000 délégués dûment accrédités sur un total d'environ 40 000 participants. Le stade de tennis bondé à craquer sert de cadre aux cérémonies d'ouverture et de clôture où se font entendre les grandes voix altermondialistes du Sud-est asiatique en alternance avec danses et musiques traditionnelles du Pakistan et du sous-continent. Plus de 900 bénévoles, pour la plupart étudiants, encadrent cette énorme organisation.

Y participent beaucoup de Pakistanais de toutes tendances (80% des participants), 400 délégués de l'Inde malgré bien des difficultés pour obtenir les visas indispensables, d'autres du Bangladesh, du Népal, de Chine, de Corée du Sud, et de 52 autres pays. Au milieu des 15 millions d'habitants de Karachi, des gens de 58 pays se parlent, mus par une même cause : une autre mondialisation. On y remarque une forte délégation française avec des membres de la CGT

(syndicat de gauche) et de différentes ONG qui travaillent à des projets de développement au Pakistan : entre autres le *Centre de recherche et d'information sur le développement* (CRID), le *Comité catholique contre la faim et pour le développement* et « *Frères des hommes* » qui coopère avec le PILER (Pakistan Institute of Labour and Education Research) dont le Directeur, Karamat Ali, est l'un des principaux organisateurs du FSM. Ils sont particulièrement appréciés pour leur grande solidarité et leur généreuse fraternité tant avec les citoyens de Karachi, qu'avec les délégués des Philippines, du Brésil et ... du Québec.

Dans une ambiance de dialogue particulièrement ouvert, cette semaine chargée était une occasion unique de mieux connaître Karachi, une ville réputée dangereuse, et surtout de « *mettre le Pakistan sur la carte du monde* », au-delà de l'information de guerre. C'est un pays complexe où s'entremêlent toute une mosaïque de peuples : Sindhi, Baluchi, Panjabi, Pashtun, Cachemiri, Brahui. Ses nombreux problèmes économiques, politiques et sociaux sont palpables au quotidien. Pourtant, en dépit de la pauvreté, et malgré l'emprise de la dictature, on reste surpris devant une très grande soif d'ouverture. C'est un *autre monde* qu'il nous a été permis de découvrir, un monde qui ne se réduit pas à la chasse aux Talibans ou au développement des « *madrassa* », ces écoles coraniques qui diffusent les courants islamistes les plus radicaux. C'est aussi un pays où l'on vous répète constamment que, « *contrairement à tous les pays du monde qui ont une armée, ici au Pakistan, c'est l'armée qui a un pays* » ... ce qui en dit long !

LES GRANDES VOIX ALTERMONDIALISTES

Les grandes figures traditionnelles des FSM n'étaient pas là : Arundhati Roy, le Dalai-Lama (vraisemblablement pour ne pas blesser les susceptibilités chinoises), Vandana Shiva, Bernard Cassen, Desmond Tutu, laissant la place à d'autres grandes voix moins connues : l'écrivain pakistanais Tarik Ali, cet homme courageux et charismatique qui ne craint pas de s'inspirer du modèle vénézuélien de H. Chavez pour contrer la cycle de la corruption politique et militaire de la dictature pakistanaise, le leader palestinien Jamal Juma, l'ex-maire progressiste de Karachi, Fahim Zaman, le vice-président d'Attac-France et président du CRID, Gustave Massiah, la romancière militante pakistanaise Kamila Shamsie, le militant syndicaliste Jeff Brown et l'ex-député Jeremy Corbin du Royaume-Uni, Nirmala Deshpande, membre du parlement indien, Sheikh Zharkhani, leader du mouvement Al-Sadar de résistance contre l'occupation américaine en Irak, Asma Jehangir présidente de la commission des Droits de l'Homme au Pakistan (HRCP) ; plusieurs leaders de partis politiques indiens et pakistanais, beaucoup de syndicats ouvriers, enseignants, pêcheurs et paysans, des écologistes, beaucoup d'étudiants et de jeunes, et les représentants très remarquables des basses castes, les *dalits* (intouchables) et des minorités discriminées à travers tout le Sud-est asiatique.

LA « COULEUR » PAKISTANAISE

L'originalité du programme du FSM de Karachi 2006, ambitieux comme celui des Forums Sociaux Mondiaux précédents se situe dans la coloration apportée par le pays-hôte, le Pakistan, pièce importante dans le sous-continent asiatique. Sur fond d'intégrisme musulman (l'islam est religion d'État au Pakistan où la *charia* s'applique), les relations entre la politique et la religion sont au cœur des préoccupations, au même titre que l'instauration de la démocratie et

de sociétés de droit dans un régime de dictature militaire soutenue par les États-Unis, qui absorbe 70% du budget pour les dépenses militaires et ne consacre que 3% à la santé et à l'éducation.

Beaucoup de sujets spécifiquement pakistanais ont été abordés : la crise du Balouchistan, riche en réserves énergétiques et gazières, et foyer de visées indépendantistes et sécessionnistes, la lutte pour la tenue d'élections libres et honnêtes, pour l'instauration de la règle de droit, pour la naissance de médias alternatifs, pour l'accès à la propriété terrienne, pour le maintien des spécificités des collectivités locales, contre la discrimination sociale et économique envers les femmes, contre l'invasion de la surconsommation dans un tissu social fortement traditionnel, donnant ainsi, dans cette vitrine internationale, une toute autre image d'un Pakistan, trop souvent perçu comme néolibéral, militariste et monolithiquement antidémocratique.

Étant donné les circonstances, le maigre budget de 250 000 \$, et les problèmes d'obtention de visas, il fallait s'attendre à un certain nombre de désagréments : des problèmes de traduction, des retards, des annulations, la défection de plusieurs groupes féministes frustrés par l'insensibilité des organisateurs à leur vision des choses, l'absence de poubelles, etc. Le FSM de Karachi, c'était un petit Bombay/Mumbai, très peu coûteux, très coloré et très festif. Beaucoup de musique, de chants, de danses, beaucoup de palabres et de rencontres chaleureuses avec la population et surtout avec les jeunes tellement enthousiastes et avides de tout connaître ...

LE RASSEMBLEMENT DES DALITS

Ce fut un moment fort du FSM de Karachi, cet immense rassemblement des mouvements *dalits* (qui veut dire « hommes brisés ») du Sud-est asiatique, en provenance de l'Inde, du Bangladesh, du Népal et du Sri-Lanka. Ces populations représentent le plus bas échelon du système des castes, les *intouchables*, ceux qui sont hors-caste. Même si l'Inde a constitutionnellement aboli le système des castes en 1990, les *dalits* restent victimes de l'oppression des castes supérieures. Ils sont trop souvent violentés et confinés aux tâches les plus dégradantes. Ils n'ont pas accès à la terre et ne reçoivent aucune considération sociale.

Environ 260 millions vivent dans le Sud-est de l'Asie dont 160 millions en Inde où ils ont fait de remarquables progrès. Le Parlement de Delhi compte maintenant plus de 100 députés d'origine *dalit* sur 534 membres. Ils ont maintenant accès au système d'éducation ou des quotas leurs sont réservés. Ils peuvent ainsi devenir médecins ou avocats.

Les *dalits* ont participé en 1996 à la Conférence mondiale contre le Racisme et, grâce au FSM de Mumbai, au *World Dignity Forum*, et à une vaste campagne pour l'obtention de leurs droits humains, ils ont réussi à se concerter davantage pour exiger le respect de leurs droits, non seulement dans leurs pays respectifs mais aussi dans les instances internationales, à l'UNESCO et devant la Commission des droits et libertés de la personne des Nations Unies. Il reste encore beaucoup à faire pour changer les mentalités sur le terrain, mais les *dalits* ne sont plus les damnés de la terre.

LE CONFLIT DU CACHEMIRE

Quelques 400 Indiens étaient présents à Karachi, et c'était tout un exploit ! Que des Pakistanais et des Indiens puissent se parler, et chercher ensemble des règlements pacifiques à ce qui les oppose était surprenant quand on connaît l'état de tension qui règne entre les deux pays. On a appris qu'ils avaient organisé, du 23 mars au 11 mai 2005, une marche de 1000 km pour la paix, entre Delhi (Inde) et Multan (Pakistan). Objectif : mettre un terme à l'animosité entre New Delhi et Islamabad et stopper la course effrénée aux armements. Même si les gouvernements ont tout fait pour mettre des bâtons dans les roues en bloquant l'obtention de visas, les milliers de militants ne se résignent pas et décident d'occuper ensemble l'espace public pour contraindre les autorités à les entendre.

Lors de la partition entre l'Inde et le Pakistan en 1947, chacun des deux pays revendiquait le Cachemire musulman, dont une partie était également convoitée par la Chine. L'Inde occupe alors l'État de Jammu-et-Cachemire. Le Pakistan s'empare du Cachemire Azad (mot qui veut dire *libre*). Une frontière « imaginaire » tracée par l'ONU les démarque. Pour les Cachemiris la partition est une catastrophe. Pendant plus d'un siècle, l'Angleterre y a imposé sa domination sur quelques 562 micro- États officiellement indépendants, mais, dans les faits, de plus en plus intégrés à l'administration de l'Inde.

Après le retrait des britanniques les affrontements n'ont jamais vraiment cessé. Ceux de 1999 ont failli dégénérer en conflit nucléaire lorsque les armées du Général Pervez Musharaff ont envahi la zone occupée par l'Inde, dans l'espoir de libérer ce « territoire islamique ». C'est ce qu'on a appelé la campagne de Kargil. La communauté internationale, redoutant un embrasement nucléaire, a exigé le retrait des troupes pakistanaises victorieuses, et l'Inde en a profité pour consolider sa présence militaire sur le territoire. La population, captive entre les deux armées, a durement écopé, laissant des milliers de morts dans des luttes sans solutions.

Cependant, dès 1989 les Cachemiris du côté indien avaient amorcé un mouvement d'autodétermination, soit-disant inspiré par le Pakistan, ce qui a aussitôt entraîné une répression. Malgré tout, des militants pacifistes de l'Inde, du Pakistan et du Cachemire ont réussi à organiser et à participer à des rencontres (Forums) pour la paix, la justice, la démocratie et le développement des droits humains. En 2001 les États-Unis ont complètement brouillé les cartes en déclarant la guerre aux talibans. Le président pakistanais, Pervez Musharaff, reniant ses alliés talibans, appuie alors la politique de Washington qui le finance grassement. Inévitablement l'influence des États-Unis, contraire aux alliances naturelles, se fait pesante et favorise une militarisation envahissante.

Le génie du FSM de Karachi aura permis, pour la première fois, à la quasi-totalité des factions en guerre au Cachemire de se rencontrer et de discuter ensemble et publiquement de solutions de paix. Répondant à l'invitation des mouvements sociaux et citoyens de la région et du monde entier, ce dialogue a mis en lumière l'existence d'un désir légitime et pacifique d'affirmation nationale du peuple cachemiri par des voies démocratiques sans ingérence étrangère. Malheureusement la grande presse internationale ne lui a pas donné beaucoup de place dans ses colonnes.

LA CONSTRUCTION DE BARRAGES : UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE ?

On se rappellera ici que les énormes dégâts causés par la construction du gigantesque Barrage sur le fleuve Narmada, en Inde, avaient été vivement dénoncés par Arundhati Roy en 1999. Le scandale avait fait le tour du monde et donné le coup d'envoi pour la contestation des décisions des gouvernements et des cours de justice par les mouvements sociaux de l'Inde. L'histoire de la construction du barrage Kalabagh sur l'Indus, destiné à la production d'électricité et à l'irrigation de certaines terres agricoles du Panjab au profit d'une minorité, et sans étude des conséquences pour les populations reproduit à peu près le même schéma.

Ces conséquences s'avèrent catastrophiques : en plus d'inonder des centaines de villages, de détruire des forêts et des terres agricoles et de déplacer des populations entières sans compensations, les barrages de Kalabagh provoquent l'assèchement de la région du Sind située en aval et perturbe l'apport de limon fertile charrié par l'Indus sur le plateau continental et traditionnellement cultivé par des milliers de paysans industriels.

De plus, ces barrages anéantissent les conditions nécessaires au développement des ressources halieutiques à l'embouchure de l'Indus. Cette zone de pêche a fait vivre depuis toujours des milliers et des milliers de pêcheurs. Aux ravages provoqués par les barrages se sont ajoutés les conséquences d'une surpêche dévastatrice par des bateaux étrangers de plus en plus gros, équipés de filets sophistiqués qui pratiquent le raclage des fonds marins en eau profonde. Ces flottes étrangères, protégées par des ententes contractuelles avec le gouvernement pakistanais de Pervez Musharraf, ont exploité la ressource sans scrupule. Le Québec et les provinces maritimes connaissent bien le phénomène qui a fait disparaître la morue du golfe du Saint-Laurent et des bancs de Terre-Neuve.

Réduits à s'engager sur des bateaux étrangers avec de misérables conditions de travail, les pêcheurs du petit port d'Ibrahim Hyderi, à une centaine de km de Karachi, se sont unis au sein d'un syndicat, le Pakistan Fisherfolk Forum (PFF). Fondé en 1998, il regroupe aujourd'hui 125 000 membres et représente une population de 15 millions de personnes.

Le PFF était présent à Karachi. Le meeting, auquel nous avons été invités, organisé par son leader charismatique Mohammad Shah Ali, nous a permis de comprendre l'ampleur du désastre écologique qui frappe ces populations et leur désir très profond de s'en sortir. Très impressionnante avec ses milliers de travailleurs de la mer assis par terre sur des tapis, sous une immense tente, la manifestation réunissait plus de 20 000 pêcheurs prêts à résister jusqu'au bout et à se battre contre des conditions de travail qui les condamnent à une misère sans nom.

Y participaient également des petits pêcheurs indiens qui tentent leur chance dans les eaux territoriales pakistanaises au risque de se faire arrêter et mettre en prison. [Le phénomène est courant des deux côtés de la limite des eaux. Le paradoxe veut que les autorités des deux bords s'échangent couramment des prisonniers coupables d'avoir pêché au mauvais endroit, signe dérisoire d'un minimum de dialogue indo-pakistanaï.] Le drame qui condamne ces

pêcheurs à prendre des risques, c'est que les grandes multinationales ont pris le contrôle de la ressource et ne laissent que des miettes aux petits pêcheurs qui sont harcelés par les militaires corrompus, impliqués dans cette florissante et lucrative industrie.

Sous le leadership du très nationaliste et charismatique Mohammad Shah Ali, le PFF a lutté pendant plusieurs années contre les permis de pêche octroyés par le président Musharraf ... Devant la révolte croissante des populations, le gouvernement pakistanais a dû céder. Le 14 juillet 2005 il a aboli le système des contrats. Ceci prouve une fois de plus que les luttes syndicales et politiques, appuyées par les ONG, les militants altermondialistes et les médias quand ils décident de s'engager, peuvent endiguer la grande déferlante néolibérale, et influencer l'évolution du monde.

UNIS CONTRE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Pour la première fois le FSM, mouvement progressiste s'il en est, se tenait dans un pays islamique hautement traditionaliste, conservateur et totalitaire, dans une région du monde où les forces impérialistes américaines s'imposent de manière agressive.

Dans ce pays, le gouvernement à la solde des États-Unis et des multinationales, met en place des politiques de libéralisation, de privatisation, de démantèlement du secteur public au profit des dépenses militaires et du développement sauvage des multinationales. En abolissant des milliers d'emplois dans le secteur public il favorise la disparition des protestations sociales élémentaires et de nombreuses violations des droits du travail. C'est ce qui aurait pu se produire si l'on avait donné suite aux tentatives de privatisation du Port de Karachi, n'eût été un grand mouvement de solidarité syndicale et de protestation des 500 salariés du port et des 4 000 dockers concernés.

Trop souvent les intérêts des populations sont muselés. Ainsi en Inde, la Cour suprême a décidé que les ONG et les médias ne sont plus autorisés à discuter du développement de l'énergie nucléaire pour des fins civiles autant que militaires, pour des raisons de sécurité nationale.

Partout le phénomène des délocalisations sauvages ruine des pans entiers de l'économie. Au cours du FSM, nous avons visité le chantier de démantèlement des grands navires mis hors-service parce qu'ils ne respectent plus les normes européennes et nord-américaines, à Gaddani (Balutchistan), à 2 h. de route de Karachi. C'est le dernier d'une centaine de chantiers qui s'occupaient à recycler les métaux pour la construction de pipelines. Il en est à son dernier démantèlement. Ensuite il n'y aura plus de travail. Les salaires pourtant dérisoires sont trop élevés. Au Bangladesh et en Chine, ils sont encore plus bas. Sur cette plage jonchée de débris et d'huile, désertique, lugubre avec des airs de fin du monde, la vie a perdu ses droits. Seule la mer reste belle, inutile.

C'est pour dénoncer les terribles abus de la mondialisation souveraine du profit qu'existent les Forums Sociaux Mondiaux. On y sent poindre des forces vives qui se mobilisent et se concertent pour dire NON à cette façon de mener le monde.

De la rencontre des langues, des peuples et des cultures issues de vieilles civilisations, de ces grands rassemblements pacifiques de rêveurs, d'idéalistes, d'intellectuels, de philosophes et d'artistes, d'entrepreneurs, de scientifiques, de juristes, d'historiens, de politologues et de sociologues et de pédagogues, de décideurs et de porteurs d'espérance, missionnaires venus du monde entier pour l'instauration d'un monde nouveau, dans ces bulles de dialogues, de partages et de recherches de compréhension mutuelle, que sont les FSM dans le monde, il semble moins fou de penser qu'un autre monde est possible.

** Membre du Conseil scientifique d'ATTAC-Québec. Les propos exprimés dans ce texte n'engagent que leur auteur.*